

soutien populaire et s'emploie actuellement à semer la terreur dans la population, portant ainsi atteinte à l'économie de la nation par la destruction des biens et des services du peuple; et cela, pour tirer profit sur le plan politico-militaire, créer les conditions de la prise du pouvoir et imposer la dictature marxiste-léniniste.

Nous considérons la déclaration franco-mexicaine comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays, puisqu'elle qualifie tel groupe politique de représentatif du peuple salvadorien. Les conséquences possibles d'un tel acte sont les suivantes: la recrudescence de la guerre d'usure, avec l'augmentation conséquente du nombre des morts; la destruction accrue de biens et l'accroissement du nombre des personnes acculées à la misère; la radicalisation des groupes sociaux, rendant plus difficile la recherche de la paix; ainsi que l'internationalisation rapide du conflit.

Comme évêques d'El Salvador, nous défendons le droit à l'autodétermination de notre nation. Nous condamnons du même coup toute intervention dans les affaires internes du pays. Nous rejetons, en conséquence, l'acte d'intervention des gouvernements français et mexicain. Nous demandons à tous les pays du monde leur collaboration positive à la recherche de la paix que nous désirons.

San Salvador, le 4 septembre 1981
 José Eduardo Alvarez, C.M.
 président de la Conférence épiscopale
 salvadorienne
 Freddy Delgado A.
 secrétaire général

* * * * *

3- Position de Mgr Rivera, administrateur apostolique de San Salvador (6 septembre 1981) (Extrait de son homélie)

Le texte de l'évangile de ce dimanche nous parle de la correction fraternelle et du dialogue comme moyens de parvenir à une vie sociale et communautaire. Pour en faire une application concrète à notre situation nationale, j'ai choisi la nouvelle qui m'a semblé la plus significative.

La nouvelle qui a occupé tous les moyens d'information du pays, la radio, la presse écrite et la télévision, c'est la déclaration conjointe du Mexique et de la France par laquelle le FMLN et le FDR sont reconnus comme force politique représentative.

Nombre de personnes et de groupes ont donné leur version et leur opinion dans les médias. Je pense que votre serviteur a aussi un mot nuancé à dire sur la question. Ma parole n'est pas l'expression d'un langage politique, diplomatique ou technique, ni non plus le reflet d'une position de parti. On n'attend pas cela de l'Eglise. Sa parole est celle de "l'Eglise d'Amérique latine (qui) se sent intimement et réellement solidaire de tout le peuple du continent" (Puebla, 162), dans la perspective de l'Evangile et du choix prioritaire des pauvres. C'est avec "les yeux de la foi et notre cœur de pasteurs" que nous nous situons dans "la réalité de notre peuple" et nous demandons "quel est

le dessein sauveur de Dieu pour l'Amérique latine, quels sont les chemins de libération qu'il nous propose" (Puebla, 163).

Il y a un fait devant lequel nous ne pouvons fermer les yeux: la réalité sanglante du peuple salvadorien pris dans une guerre fratricide. Les causes sont à rechercher dans une histoire d'oppression et de mort, dans une situation déjà ancienne d'injustice instituée. Dernièrement la situation s'est davantage tendue en raison de l'ingérence de pays étrangers. Quels que soient les motifs avancés ou les impérialismes représentés, le conflit s'est militarisé dans le sens d'une issue par les armes.

Les conséquences que, comme patriotes salvadoriens, nous ne pouvons considérer avec indifférence, sont les suivantes:

a) Notre pays est plongé dans un abîme de violence irrationnelle. Les personnes assassinées se comptent par milliers et milliers, dont la plupart ne sont pas des combattants et ont été arrachées à leur foyer sans tenir compte de leur degré de participation politique.

b) Cette situation a provoqué le chômage, la hausse du coût de la vie, l'angoisse et l'affliction qui sont autant d'obstacles à un développement socio-économique normal.

c) La société salvadorienne, dans ses différentes couches sociales, semble s'être accoutumée à la violence et à l'autodestruction, en finissant par les considérer comme les choses les plus normales du monde.

d) Enfin, le risque existe d'une internationalisation encore plus grande si les pays qui se sont contentés jusqu'à maintenant de fournir des armes et des conseillers, décident d'intervenir ouvertement.

L'Eglise à travers son magistère universel et nous-mêmes, sur la base des documents de Vatican II, de Medellin et de Puebla, avons rejeté toute intervention armée, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou militaire. Comme les évêques réunis à Medellin, nous avons dénoncé "l'impérialisme, quel qu'en soit le signe idéologique, qui s'exerce en Amérique latine de façon indirecte ou par des interventions ouvertes" (Medellin, 10).

A plusieurs reprises, en nous appuyant sur l'évangile, sur le magistère de l'Eglise universelle, sur les exemples donnés par le Saint-Père Jean-Paul II ainsi que par nos prédécesseurs, Mgr Luis Chávez y González, Mgr Romero, et à l'instar de la conférence épiscopale qui s'était proposée comme médiatrice en novembre dernier, nous avons parlé de la nécessité du dialogue et de la recherche d'une issue politique à la situation actuelle. C'est là notre conviction: la voie armée n'est pas ni ne peut être la solution. "Personne ne sera surpris si nous réaffirmons avec force notre foi en la fécondité de la paix. C'est là notre idéal chrétien" (Medellin, 15). Sur ce point de vue nous avons reçu l'aval de nombreuses organisations et personnalités, lesquelles ont d'ailleurs proposé leurs bons offices dans la recherche d'une issue

juste et pacifique pour arrêter le sang de couler et faire cesser la destruction du peuple salvadorien.

Notre position

Ces prémisses étant parfaitement claires, on peut en déduire simplement notre façon de penser concernant la déclaration conjointe Mexique-France.

Si cette déclaration recouvre une intention évidente d'intervenir dans la politique intérieure et de prolonger une situation de guerre et de violence dans notre pays, nous ne sommes pas d'accord.

Si elle entend forcer à un dialogue entre les parties en conflit et en définir le contenu et les modalités, nous ne sommes pas d'accord.

S'il s'agit d'une campagne à résonance internationale, certes inhabituelle et peu conforme aux règles du droit international, mais qui obligerait moralement les Salvadoriens à repenser la réalité sociale et politique de notre pays, à faire le bilan des dégâts de la guerre et à rechercher des voies plus rationnelles, plus civilisées et plus chrétiennes pour le règlement du conflit politique et militaire, alors je ne vois pas pourquoi il faudrait déchirer ses vêtements. El Salvador ne peut être la patrie des uns et le cimetière des autres, mais la patrie de tous. D'ailleurs, comme St Jean Bosco avait l'habitude de le dire, un bon conseil est un bon conseil, d'où que vienne le démon.

Comme citoyen salvadorien, j'aimerais que l'arbre ne nous cache pas la forêt. C'est-à-dire que, par souci justifié de défense de la souveraineté nationale dans la fidélité à la devise "Vaincre ou mourir", nous n'en venons pas à oublier notre peuple et à rester insensibles à la réalité du problème. Le peuple continue de perdre son sang, les morts prolifèrent, la violence se poursuit.

Un appel

Je cite la conférence de Medellin qui a eu lieu voici treize ans:

"Si nous observons les conditions d'ensemble de nos pays et si nous tenons compte de la préférence du christianisme pour la paix; si nous envisageons les énormités d'une guerre civile, sa logique de violence, les maux atroces qu'elle engendre, le risque qu'elle introduit d'une intervention étrangère, aussi illégitime soit-elle; et si nous pensons aux difficultés d'édifier une société basée sur la justice et la liberté à partir d'un processus de violence, alors nous ne pouvons que miser sur le dynamisme d'un peuple conscientisé et organisé, dans le ferme espoir qu'il soit mis au service de la justice et de la paix" (Medellin, 19).

Pour ma part, et pour éviter les malentendus, je suis d'accord que toutes les forces vives soient mises au service de la justice et de la paix.

Nous ne pouvons continuer ainsi, dans l'ombre d'une internationalisation du problème. Je comprends que, dans les circonstances actuelles, il soit difficile d'écouter les voix qui parlent de sérénité et qui emploient le langage de la raison et de la justice pour trouver une issue politique au lieu d'une solution militaire.

J'en appelle au sentiment et à la volonté du peuple salvadorien qui, dans son ensemble, désire la paix; et je lui demande de ne pas rester sur des positions figées. S'obstiner dans l'idée que chacun a raison et que son plan est le seul valable, c'est bloquer toute possibilité de dialogue. Je crois que, comme Salvadoriens, nous sommes capables de régler nos propres problèmes, à condition d'y mettre un peu de bonne volonté. Le signe de cette bonne volonté, ce serait une trêve dans les combats et les hostilités de part et d'autre; du côté du gouvernement, ce serait la création d'un climat favorable aux élections annoncées, climat qui se concrétiserait dans une plus grande ouverture des moyens de communication sociale, dans l'abrogation des décrets de suspension des garanties constitutionnelles du citoyen: l'état de siège et la loi martiale; ainsi que des décrets qui portent atteinte à la sécurité de l'ouvrier et du citoyen ordinaire.

Je souhaite que la déclaration franco-mexicaine, comme toute autre déclaration à venir, ne soit pas prétexte au durcissement des positions mais favorise la voix de la raison dans notre problème.

Que le Divin sauveur du monde, prince de la paix, par l'intercession de la Très sainte vierge dont nous allons célébrer la nativité après-demain, vienne à l'aide de notre pays à un carrefour sanglant de son histoire.

Textes extraits de Dial, no. 734, Paris, 8 octobre 1981.

